

**PARLEMENT DE LA REGION
DE BRUXELLES-CAPITALE**

SESSION ORDINAIRE 2007-2008

16 JUILLET 2008

PROPOSITION DE RÉSOLUTION

**visant à encourager la multimodalité
et à faciliter l'usage des transports publics
par la création de la carte
HYPERMOBIL**

RAPPORT

fait au nom de la commission
de l'Infrastructure, chargée des
Travaux publics et
des Communications

par Mme Carla DEJONGHE (N)

Ont participé aux travaux de la commission :

Membres effectifs : MM. Jacques De Coster, Willy Decourty, Rachid Madrane, Emin Özkara, Mahfoudh Romdhani, Willem Draps, Mmes Martine Payfa, Françoise Schepmans, MM. Hervé Doyen, Hamza Fassi-Fihri, Mme Céline Delforge, M. Johan Demol, Mmes Carla Dejonghe, Brigitte De Pauw.

Membres suppléants : M. Serge de Patoul, Mme Nathalie Gilson, M. Philippe Pivin, Mme Viviane Teitelbaum, MM. Denis Grimberghs, Christos Doukeridis, Mme Els Ampe.

Autres membres : Mmes Dominique Braeckman, Adelheid Byttebier, M. Michel Colson, Mme Julie de Groote, MM. Mustapha El Karouni, Frédéric Erens, Mmes Véronique Jamouille, Souad Razzouk, Anne Swaelens.

Voir :

Document du Parlement :
A-382/1 – 2006/2007 : Proposition de résolution.

**BRUSSELS
HOOFDSTEDELIJK PARLEMENT**

GEWONE ZITTING 2007-2008

16 JULI 2008

VOORSTEL VAN RESOLUTIE

**ertoe strekkende de multimodaliteit
aan te moedigen en het gebruik van het
openbaar vervoer te vergemakkelijken door
de HYPERMOBIL-kaart in te voeren**

VERSLAG

uitgebracht namens de commissie
voor de Infrastructuur, belast met
Openbare Werken en
Verkeerswezen

door mevr. Carla DEJONGHE (N)

Aan de werkzaamheden van de commissie hebben deelgenomen :

Vaste leden : de heren Jacques De Coster, Willy Decourty, Rachid Madrane, Emin Özkara, Mahfoudh Romdhani, Willem Draps, mevr. Martine Payfa, mevr. Françoise Schepmans, de heren Hervé Doyen, Hamza Fassi-Fihri, mevr. Céline Delforge, de heer Johan Demol, mevr. Carla Dejonghe, mevr. Brigitte De Pauw.

Plaatsvervangers : de heer Serge de Patoul, mevr. Nathalie Gilson, de heer Philippe Pivin, mevr. Viviane Teitelbaum, de heren Denis Grimberghs, Christos Doukeridis, mevr. Els Ampe.

Andere leden : mevr. Dominique Braeckman, mevr. Adelheid Byttebier, de heer Michel Colson, mevr. Julie de Groote, de heren Mustapha El Karouni, Frédéric Erens, mevr. Véronique Jamouille, mevr. Souad Razzouk, mevr. Anne Swaelens.

Zie :

Stuk van het Parlement :
A-382/1 – 2006/2007 : Voorstel van resolutie.

**I. Exposé introductif de
M. Christos Doulkeridis,
premier coauteur de la proposition
de résolution**

M. Christos Doulkeridis explique que cette proposition de résolution part d'un constat : en Belgique, il y a plus de 6 millions de véhicules en circulation, et 500.000 immatriculations de véhicules par an. Or on estime que 50 % de ces véhicules sont des voitures de société. L'usage non rationnel de la voiture engendre des nuisances multiples, non seulement sur la santé, ce qui n'est pas difficile à comprendre, mais également sur l'économie : en effet, on observe un engorgement croissant des voiries, menant à la paralysie. On estime que 9 millions d'habitants se retrouvent coincés dans les embouteillages chaque année. Le coût pour la société s'élèverait à 114 millions d'euros par an. On observe également que, suite à ce phénomène, quelque 120.000 personnes ont quitté la Région bruxelloise.

La mesure envisagée par cette proposition est la mise en place d'une carte unique comme alternative à la voiture de société. En effet, cette carte encouragerait la multiplication d'autres moyens de transport. Il faut que les sociétés de transports publics puissent se concerter entre elles pour faciliter l'usage des transports en commun. Il faudrait permettre qu'un seul et même paiement puisse se faire par le biais de cette carte, du genre « carte proton ». Cette carte devrait permettre d'utiliser des moyens alternatifs à la voiture personnelle, que ce soient les taxis, les voitures partagées Cambio, l'achat d'un vélo, etc. Il faudrait qu'elle devienne un véritable « Ecopass » de société. Pour que cette carte soit intéressante, il faut qu'elle puisse bénéficier des mêmes conditions de déductibilité fiscale que ce qui existe aujourd'hui pour les voitures de société.

Lorsqu'on parle de voitures de société, il y a en effet de nombreux avantages fiscaux (leasing, parking, carburant ...). Il s'agit d'une forme de salaire en nature. A cet égard, le groupe Ecolo préfère une augmentation des salaires nets. Mais si on est dans une logique d'avantages en nature, il faut que les sociétés de transport en commun puissent également faire bénéficier aux gens des mêmes bénéfices.

M. Willem Draps fait observer que les avantages en nature sont beaucoup plus intéressants fiscalement, et c'est la raison pour laquelle on favorise ce genre d'avantages au détriment des salaires nets.

M. Christos Doulkeridis propose de ne pas engager ce genre de débat dans le cadre de cette proposition. Tout ce que demande cette proposition de résolution, est de mettre en place une telle politique. On demande que le parlement puisse appuyer cette demande et que le gouvernement prenne les initiatives nécessaires, en concertation avec les autres régions, le niveau fédéral, les sociétés de transports publics, de taxis, etc.

**I. Inleidende uiteenzetting door
de heer Christos Doulkeridis,
eerste mede-indiener van het voorstel
van resolutie**

De heer Christos Doulkeridis legt uit dat dit voorstel van resolutie vertrekt van de vaststelling dat er in België meer dan 6 miljoen voertuigen rijden en dat er per jaar 500.000 worden ingeschreven. Het aantal bedrijfsvoertuigen wordt op 50 % geraamd. Het niet-rationele gebruik van de wagen berokkent heel wat schade, niet alleen aan de gezondheid, wat nogal voor de hand ligt, maar ook aan de economie : het wegverkeer zit alsmaar vaker strop en zal uiteindelijk helemaal vastlopen. Men schat het aantal inwoners die jaarlijks in de file staan op 9 miljoen. Dat zou de maatschappij 114 miljoen euro per jaar kosten. Als gevolg van dat verschijnsel, hebben ongeveer 120.000 mensen het Brussels Gewest verlaten.

Dit voorstel strekt ertoe één enkele kaart in te voeren als alternatief voor de bedrijfswagen. Die kaart zou het gebruik van andere en meerdere vervoersmodi bevorderen. De openbaarvervoersmaatschappijen moeten overleggen om het gebruik van het openbaar vervoer te vergemakkelijken. Met die kaart, een soort protonkaart, zou een enkele en dezelfde betaling mogelijk gemaakt kunnen worden. Met die kaart, zou men alternatieven kunnen zoeken voor de eigen wagen, zoals taxi's, gedeelde wagens zoals Cambio, de aankoop van een fiets enzovoort. Het zou een echte « bedrijfsecopass » moeten worden. Om die kaart interessant te maken, zouden dezelfde voorwaarden inzake fiscale aftrekbaarheid moeten gelden als voor de bedrijfswagens.

De bedrijfswagens genieten heel wat fiscale voordelen (leasing, parking, brandstof ...) Het is een vorm van wedde in natura. De Ecolo-fractie verkiest een stijging van de netto-wedde. Als men toch de kaart wil trekken van de voordelen in natura, dan moeten de openbaarvervoersmaatschappijen de mensen dezelfde voordelen kunnen geven.

De heer Willem Draps wijst erop dat de voordelen in natura fiscaal veel interessanter zijn en daarom in de plaats van hogere netto-weddes toegekend worden.

De heer Christos Doulkeridis stelt voor om dat soort van debat niet in het kader van dit voorstel te voeren. Dit voorstel van resolutie vraagt enkel dat een dergelijk beleid gevoerd wordt. Er wordt gevraagd dat het parlement het verzoek steunt en dat de regering de nodige initiatieven neemt, in overleg met de andere Gewesten, het federale niveau, de openbaarvervoersmaatschappijen, de taxi's enzovoort.

Il existe déjà des initiatives d'harmonisation des tarifs, mais ces initiatives avancent extrêmement lentement, car chacun reste dans son coin. Il faudrait en revenir au point de vue du citoyen, qui ne doit pas être pénalisé par la disparité des sociétés de transports publics.

II. Discussion générale

Le ministre Pascal Smet n'a aucune objection de fond concernant cette proposition de résolution. Mais il estime qu'elle est déjà dépassée dans les faits. En effet, il y a déjà beaucoup de choses en cours de réalisation : par exemple, en mars 2006, il y a eu un accord de protocole entre les quatre sociétés de transports publics pour faire un billet commun. La société « Ubigo » a été créée précisément à cette fin. La SNCB a encore des réticences, mais celles-ci ont été vaincues. Enfin, le ministre souligne le lancement de la carte Mobib : à partir du 1er juillet, cette carte va permettre aux usagers de la STIB de voyager à Bruxelles. Cette carte sera également valable pour les voitures partagées Cambio, pour la location des vélos, pour les parkings publics, ainsi que pour les taxis.

La STIB a été à l'initiative d'une telle carte. Il est vrai qu'il n'existe pas encore une véritable intégration tarifaire. Mais il y a une question de principe qui se pose éternellement : qui paie quoi ? En effet, qui va payer la perte des revenus d'une société dont les véhicules sont empruntés par les usagers d'une autre région ? Il faudrait faire attention à ce que ce ne soit pas la STIB qui porte le chapeau de l'intégration tarifaire.

Le ministre relève également que les statistiques relatives à la voiture partagée sont encourageantes : il y a un plan qui a été établi jusque 2010. Beaucoup d'argent a déjà été investi dans cette politique.

Enfin, le ministre fait remarquer que pour les déductions fiscales, c'est le Fédéral qui est compétent. Il faudrait que la résolution soit réécrite, afin de tenir compte de ce qui se fait déjà au sein de la STIB, et pour insister sur l'aspect des déductions fiscales.

M. Willem Draps estime qu'il faudrait demander à un fiscaliste d'expliquer le mécanisme de l'avantage en nature pour l'employé et pour l'employeur. Si cette carte donne les mêmes avantages, cela n'aura pas le succès escompté. Il faudrait alors réduire à zéro l'avantage fiscal des voitures de société. Cela serait vraiment audacieux.

En effet, actuellement, tous les frais d'utilisation, et surtout l'achat de carburant, sont acceptés à 100 % par le fisc comme frais pour l'employeur. Celui qui bénéficie de cet avantage en nature doit déclarer l'avantage, mais il ne sera pas taxé de la même façon sur cet avantage, que sur son revenu. Si on offre pour cette carte-là le même avantage, ce sera véritablement un coup d'épée dans l'eau.

Er bestaan reeds initiatieven voor de harmonisering van de tarieven, maar daar komt weinig concreets van omdat iedereen bij de pakken blijft zitten. Men zou zich in de plaats moeten stellen van de burger, die niet gestraft mag worden voor de verscheidenheid aan openbaarvervoersmaatschappijen.

II. Algemene bespreking

Minister Pascal Smet heeft geen fundamentele bezwaren tegen dit voorstel van resolutie. Volgens hem is het echter achterhaald. Er is immers al heel wat in uitvoering : in maart 2006 bijvoorbeeld is er een protocolakkoord gesloten tussen de vier openbaarvervoermaatschappijen om een gezamenlijk reiskaartje te maken. De firma Ubigo is daartoe opgericht. De NMBS heeft nog bezwaren maar ze zijn van de baan. Ten slotte poneert de minister dat de Mobibkaart is ingevoerd. Vanaf 1 juli kunnen de MIVB-reizigers in Brussel met die kaart reizen. Die kaart zal ook geldig zijn voor het autodelen Cambio, voor de huur van fietsen, voor de openbare parkeerplaatsen en voor de taxis.

De MIVB heeft het initiatief genomen om die kaart in te voeren. Het klopt dat er nog geen echte tariefintegratie bestaat. Er is echter een principekwestie die zich altijd stelt : wie betaalt wat ? Wie gaat immers het verlies aan inkomsten vergoeden van een vervoermaatschappij waarvan de voertuigen worden gebruikt door reizigers van een ander Gewest ? Men zou moeten opletten dat de MIVB niet het slachtoffer wordt van de tariefintegratie.

De minister merkt ook op dat de statistieken betreffende het autodelen bemoedigend zijn. Er is een plan dat geldt tot 2010. In dat beleid is al veel geld gestoken.

Ten slotte merkt de minister op dat de federale Staat bevoegd is inzake fiscale aftrek. De resolutie zou herschreven moeten worden om rekening te houden met wat er binnen de MIVB al gebeurt en om de nadruk te leggen op de fiscale aftrek.

De heer Willem Draps meent dat men een fiscalist zou moeten vragen om het mechanisme van het voordeel in natura voor de werknemer en de werkgever uit te leggen. Als die kaart dezelfde voordelen biedt, zal dat niet het verwachte succes opleveren. Men zou dan het fiscale voordeel van de bedrijfswagens moeten afschaffen. Dat zou getuigen van durf.

Thans worden alle gebruikskosten en vooral de aankoop van brandstof voor 100 % door de fiscus aanvaard als kosten voor de werkgever. Wie dat voordeel in natura geniet, moet er aangifte van doen maar zal op dat voordeel niet op dezelfde manier worden belast als op zijn inkomen. Als men voor die kaart hetzelfde voordeel biedt, zal dit uiteraard een slag in het water zijn.

Mme Céline Delforge fait remarquer qu'il existe des personnes avec des petits salaires qui se voient imposer une voiture de société. C'est inacceptable ! Il y a une catégorie d'employés qui serait heureuse de bénéficier d'une telle carte.

M. Willem Draps précise que c'est précisément la raison pour laquelle il faut diminuer l'avantage actuel des voitures de société, afin que cette carte ait du succès.

M. Denis Grimberghs s'inscrit dans les propos de M. Draps : il s'agit de « recycler » l'avantage fiscal, qui a un coût pour l'Etat, dans un autre système, qui, lui, serait optionnel.

Le ministre Pascal Smet signale qu'au niveau fédéral, on organise le « Printemps de l'Environnement » où il y a un important chapitre sur la mobilité. C'est pourquoi il convient de mettre cette question à l'ordre du jour de ces rencontres.

M. Serge de Patoul n'a lui non plus pas de grief à formuler sur le fond. Il faudrait seulement adapter le texte pour le mettre au goût du jour. Il faudrait légèrement l'amender, de telle manière que le texte qui en résulterait puisse être cosigné par l'ensemble des groupes démocratiques.

M. Christos Doulkeridis rappelle que ce débat a été lancé en 2006. Il est vrai que le gouvernement bruxellois a déjà bien avancé sur la question, mais il faut observer qu'il n'y a pas vraiment la même volonté en Wallonie et en Flandre.

Le ministre Pascal Smet rappelle que les quatre ministres des trois régions et du Fédéral ont signé le même accord de protocole.

M. Christos Doulkeridis propose de suspendre aujourd'hui les travaux, afin de permettre de rédiger un amendement commun qui viendrait remplacer le texte de cette proposition.

Le président propose, étant donné ce qui a été dit aujourd'hui, de formuler un amendement global, qui remplace l'ensemble du texte, en accord avec le cabinet et avec le concours de l'ensemble des partis démocratiques.

Un groupe de travail informel se réunira, comportant les cosignataires, M. de Patoul, M. Draps et un représentant du cabinet. (*Assentiment*)

III. Discussion des considérants et des tirets et votes

Considérants n^{os} 1 à 7

Les considérants n^{os} 1 à 7 ne suscitent aucun commentaire.

Mevrouw Céline Delforge merkt op dat er mensen zijn met een laag loon en die met een bedrijfswagen opgezadeld worden. Dat is onaanvaardbaar. Er is een categorie van personeel dat gelukkig zou zijn met een dergelijke kaart.

De heer Willem Draps preciseert dat dit uitgerekend de reden is waarom men het huidige voordeel van de bedrijfswagens moet verminderen als die kaart succes wil kennen.

De heer Denis Grimberghs spoort met de heer Draps : men moet het fiscale voordeel dat de Staat geld kost « omturnen » in een ander systeem dat facultatief zou zijn.

Minister Pascal Smet wijst erop dat op federaal niveau de « Lente van het Milieu » wordt georganiseerd waarbij een belangrijk hoofdstuk aan mobiliteit is gewijd. Daarom moet deze kwestie op de agenda van die ontmoetingen worden geplaatst.

De heer Serge de Patoul heeft evenmin inhoudelijke bezwaren. De tekst hoeft enkel nog geüpdatet te worden en daartoe lichtjes geamendeerd, zodat hij kan worden ondertekend door alle democratische fracties.

De heer Christos Doulkeridis wijst erop dat het debat op gang werd gebracht in 2006. De Brusselse regering heeft inderdaad al resultaten op dit vlak geboekt, maar dezelfde bereidheid ontbreekt in Wallonië en Vlaanderen.

Minister Pascal Smet wijst erop dat de vier ministers van de Gewesten en de federale Staat hetzelfde protocolakkoord hebben ondertekend.

De heer Christos Doulkeridis stelt voor om de werkzaamheden te schorsen, zodat er een gemeenschappelijk amendement ter vervanging van de tekst van het voorstel kan worden opgesteld.

Gelet op wat er gezegd is, stelt de voorzitter voor om, met instemming van het kabinet en met medewerking van alle democratische partijen, een algemeen amendement te formuleren dat de hele tekst vervangt.

Daartoe zal een informele werkgroep bijeenkomen die samengesteld is uit de medeondertekenaars, de heer de Patoul, de heer Draps en een vertegenwoordiger van het kabinet (*Instemming*).

III. Bespreking van de consideransen en streepjes en stemmingen

Consideransen 1 tot 7

De consideransen 1 tot 7 lokken geen commentaar uit.

*Considérants 8 à 10 (nouveaux)**Amendement n° 1*

M. Christos Doulkeridis présente et justifie l'amendement n° 1.

Vote

L'amendement n° 1, introduisant les huitième, neuvième et dixième considérants, est adopté à l'unanimité des 10 membres présents.

*1^{er} tiret du dispositif**Amendement n° 2*

M. Christos Doulkeridis présente et justifie l'amendement n° 2.

Vote

L'amendement n° 2, remplaçant le 1^{er} tiret du dispositif, est adopté à l'unanimité des 10 membres présents.

2^{ème} tiret du dispositif

Ce tiret ne suscite aucun commentaire.

*3^{ème} tiret du dispositif**Amendement n° 3*

M. Christos Doulkeridis présente et justifie l'amendement n° 3.

Vote

L'amendement n° 3, remplaçant le 3^{ème} tiret du dispositif, est adopté à l'unanimité des 10 membres présents.

*4^{ème} tiret du dispositif**Amendement n° 4*

M. Christos Doulkeridis présente et justifie l'amendement n° 4.

*Consideransen 8 tot 10 (nieuw)**Amendement nr. 1*

De heer Christos Doulkeridis dient amendement nr. 1 in en verantwoordt het.

Stemming

Amendement nr. 1, dat de achtste, negende en tiende considerans toevoegt, wordt aangenomen bij eenparigheid van de 10 aanwezige leden.

*1^e streepje van het verzoekend gedeelte**Amendement nr. 2*

De heer Christos Doulkeridis dient amendement nr. 2 in en verantwoordt het.

Stemming

Amendement nr. 2, dat het eerste streepje van het verzoekend gedeelte vervangt, wordt aangenomen bij eenparigheid van de 10 aanwezige leden.

2^e streepje van het verzoekend gedeelte

Dit streepje lokt geen commentaar uit.

*3^e streepje van het verzoekend gedeelte**Amendement nr. 3*

De heer Christos Doulkeridis dient amendement nr. 3 in en verantwoordt het.

Stemming

Amendement nr. 3, dat het derde streepje van het verzoekend gedeelte vervangt, wordt aangenomen bij eenparigheid van de 10 aanwezige leden.

*4^e streepje van het verzoekend gedeelte**Amendement nr. 4*

De heer Christos Doulkeridis dient amendement nr. 4 in en verantwoordt het.

Vote

L'amendement n° 4, remplaçant le 4^{ème} tiret du dispositif, est adopté à l'unanimité des 10 membres présents.

5^{ème}, 6^{ème} et 7^{ème} tirets du dispositif

Ces tirets ne suscitent aucun commentaire.

IV. Vote sur l'ensemble de la proposition de résolution

L'ensemble de la proposition de résolution, telle qu'amendée, est adoptée à l'unanimité des 10 membres présents.

– Confiance est faite à la rapporteuse pour la rédaction du rapport.

La Rapporteuse,

Carla DEJONGHE

Le Président,

Willem DRAPS

Stemming

Amendement nr. 4, dat het vierde streepje van het verzoekend gedeelte vervangt, wordt aangenomen bij eenparigheid van de 10 aanwezige leden.

5^e, 6^e en 7^e streepje van het verzoekend gedeelte

Deze streepjes lokken geen commentaar uit.

IV. Stemming over het voorstel van resolutie in zijn geheel

Het voorstel van resolutie, aldus geamendeerd, wordt in zijn geheel aangenomen bij eenparigheid van de 10 aanwezige leden.

– Vertrouwen wordt geschonken aan de rapporteur voor het opstellen van het verslag.

De Rapporteur,

Carla DEJONGHE

De Voorzitter,

Willem DRAPS

V. Texte adopté par la commission

Le Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Considérant que la politique de la mobilité constitue un enjeu important sur le plan économique, social et environnemental;

Considérant qu'il existe une volonté de la part des acteurs sociaux et des employeurs de promouvoir une mobilité plus respectueuse de l'environnement;

Considérant que la Belgique a ratifié le protocole de Kyoto et s'est engagée à diminuer ses émissions de CO₂;

Considérant que la demande de mobilité augmente constamment, et que différentes études belges et européennes prévoient une augmentation des déplacements dans et hors des villes dans les prochaines années;

Considérant que les embouteillages, les accidents de la route et la pollution automobile représentent un coût économique et collectif important;

Considérant que le nombre de voitures en circulation, et particulièrement le nombre de voitures de société, est en progression constante;

Considérant la volonté du gouvernement bruxellois d'améliorer la mobilité et l'offre des transports publics sur le territoire bruxellois inscrite dans la déclaration gouvernementale de juillet 2004 qui prévoit qu'« une attention particulière sera portée aux transports en commun en synergie avec les autres modes de transport »;

Considérant l'accord conclu le 30 mai 2006 entre les trois ministres régionaux de la Mobilité et le secrétaire d'Etat aux Entreprises publiques fédérales visant à informatiser et à regrouper sur une carte le système de billettique de tous les opérateurs de transport public;

Considérant que la STIB, par la création de la carte MOBIB, est la première des sociétés de transport public belges à informatiser sa billettique et que le système mis en place garantit la compatibilité entre tous les opérateurs;

Considérant les efforts entrepris depuis plusieurs années par la Région bruxelloise en vue d'augmenter l'offre de transports en commun et des stations de carsharing;

Vu l'article 42.1 du contrat de gestion 2007-2011 entre la Région de Bruxelles-Capitale et la Société des Transports Intercommunaux de Bruxelles ⁽¹⁾;

(1) Entre-temps, le contrat de gestion avec la STIB a été signé, d'où cet ajout.

V. Tekst aangenomen door de commissie

Het Brussels Hoofdstedelijk Parlement,

Overwegende dat het mobiliteitsbeleid een belangrijke uitdaging is op economisch, sociaal en ecologisch vlak;

Overwegende dat de sociale actoren en de werkgevers milieuvriendelijkere mobiliteit willen bevorderen;

Overwegende dat België het Kyoto-protocol heeft geratificeerd en zich ertoe verbonden heeft om zijn CO₂-emissies te verminderen;

Overwegende dat de vraag naar mobiliteit constant toeneemt en verschillende Belgische en Europese studies hebben aangetoond dat het aantal verplaatsingen in en buiten de steden in de komende jaren zal toenemen;

Overwegende dat verkeersopstoppingen, verkeersongevallen en vervuiling door autoverkeer een hoog prijskaartje hebben voor de economie en de samenleving;

Overwegende dat er steeds meer voertuigen, inzonderheid bedrijfswagens, in het verkeer worden gebracht;

Overwegende dat de Brusselse regering ernaar streeft de mobiliteit en het openbaarvervoersaanbod in het Brussels Gewest te verbeteren, overeenkomstig het regeerakkoord van juli 2004 volgens hetwelk « Bijzondere aandacht zal worden geschonken aan het openbaar vervoer in synergie met de andere vervoersmodi »;

Gezien het akkoord van 30 mei 2006 tussen de drie gewestelijke ministers van Mobiliteit en de staatssecretaris voor Federale Overheidsbedrijven om het kaartstelsel van alle openbaarvervoerbedrijven te informatiseren en één enkele kaart te gebruiken;

Overwegende dat de MIVB, met de invoering van de MOBIB-kaart, de eerste van de Belgische openbaarvervoermaatschappijen is die de kaarten informatiseert en het ingevoerde stelsel de verenigbaarheid tussen alle operatoren garandeert;

Gezien de inspanningen die sedert een aantal jaren door het Brussels Gewest zijn gedaan om het openbaarvervoersaanbod en het aantal carsharingstations te verhogen;

Gelet op artikel 42.1 van de beheersovereenkomst 2007-2011 tussen het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de Maatschappij voor het Intercommunale Vervoer van Brussel ⁽¹⁾;

(1) Intussen werd de beheersovereenkomst met de MIVB getekend, vandaar deze aanvulling.

Demande au gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale :

- de proposer la création d'une carte « HYPERMOBIL » au sein de la conférence interministérielle de la Mobilité sur la base de l'accord conclu le 30 mai 2006 entre les trois ministres régionaux de la Mobilité et le secrétaire d'Etat aux Entreprises publiques fédérales. Cette carte permettrait à son bénéficiaire de voyager sur l'ensemble des réseaux de transports publics (STIB, SNCB, De Lijn, TEC, Thalys, TGV), de recourir aux sociétés de taxi et de carsharing et de louer ou d'acheter un vélo. Les particuliers pourraient bénéficier d'avantages tarifaires de la part des différentes sociétés de transport. Les employeurs seraient encouragés à alimenter le porte-monnaie électronique des cartes de leurs employés, comme alternative aux voitures de société. Une déduction fiscale au minimum comparable à celle qui existe actuellement pour les voitures de société les plus respectueuses de l'environnement (déductibilité actuelle de 90 %) serait également prévue pour les entreprises qui opteraient pour la carte « Hypermobil »;
- de prendre les initiatives nécessaires pour que la STIB favorise la mise en place d'un dispositif permettant l'usage d'une carte de paiement unique (HYPERMOBIL) à un tarif commercial tel que décrit ci-dessus ⁽²⁾;
- de poursuivre le renforcement de l'offre de transports en commun à Bruxelles en augmentant leur capacité, leur temps de parcours, leur régularité, leur fréquence et leur confort;
- de poursuivre les efforts visant à augmenter le nombre de stations de carsharing sur l'ensemble du territoire de la Région bruxelloise;
- d'informer les usagers sur les avantages et les nuisances de chaque mode de transport et de favoriser le développement d'attitudes de responsabilisation et de changements de comportement pour une meilleure mobilité;
- de développer une attitude positive envers les entreprises écodynamiques en lançant par exemple le label entreprises « hypermobil »;
- de former les conseillers en prévention des entreprises aux enjeux de la mobilité.

(2) Vu le contrat de gestion 2007-2011, cela ne doit plus être mentionné, d'où l'adaptation « prendre les initiatives ... ». En outre, nous ne parlons pas d'un tarif préférentiel mais d'un tarif commercial : un tarif préférentiel s'applique à des groupes cibles spécifiques pour lesquels la RBC paie un supplément à la STIB. Ce n'est pas le cas ici.

Verzoekt de Brusselse Hoofdstedelijke Regering om :

- de invoering van een « HYPERMOBIL »-kaart voor te stellen tijdens de interministeriële conferentie voor mobiliteit op basis van het akkoord van mei 2006 tussen de drie gewestelijke ministers van Mobiliteit en de staatssecretaris voor Federale Overheidsbedrijven. Met die kaart zou de houder kunnen reizen op alle openbaarvervoernetten (MIVB, NMBS, De Lijn, TEC, Thalys, TGV), een beroep kunnen doen op taximaatschappijen en carsharingbedrijven en een fiets huren of kopen. Particulieren zouden de tariefvoordelen kunnen genieten die de verschillende vervoermaatschappijen verlenen. De werkgevers zouden ertoe aangemoedigd worden om te betalen voor de kaarten van hun werknemers als alternatief voor de bedrijfswagens. Er zou voor de ondernemingen die opteren voor de Hypermobil-kaart ook worden voorzien in een fiscale aftrek die minimum even groot is als die welke nu bestaat voor de meest milieuvriendelijke bedrijfswagens (huidige aftrek is 90 %);
- de nodige initiatieven te nemen naar de MIVB toe ter bevordering van de invoering van één enkele betaalkaart (HYPERMOBIL) tegen een commercieel tarief zoals hierboven beschreven ⁽²⁾;
- de uitbreiding van het openbaarvervoeraanbod in Brussel voort te zetten door de capaciteit te verhogen en de reistijd, de regelmaat, de frequentie en het comfort te verbeteren;
- de inspanningen voort te zetten om het aantal carsharingstations in heel het Brussels Gewest te verhogen;
- de reizigers in te lichten over de voor- en nadelen van elke vervoersmodus en verantwoordelijke houdingen en gedragwijzigingen te bevorderen met het oog op een betere mobiliteit;
- een positieve houding aan te nemen jegens de eco-dynamische ondernemingen door bijvoorbeeld het bedrijfslabel « hypermobil » in te voeren;
- de preventieadviseurs van de bedrijven een opleiding te verstrekken op het vlak van mobiliteitsproblemen.

(2) Gelet op de beheersovereenkomst 2007-2011 moet dit dus niet meer opgenomen worden, vandaar de aanpassing in « initiatieven te nemen ... ». Daarnaast spreken we niet van een voorkeurstarief maar een commercieel tarief : een voorkeurstarief geldt voor specifieke doelgroepen waarvoor het BHG extra betaalt aan de MIVB. Dit is hier niet het geval.

VI. Amendements

N° 1 (de M. Christos DOULKERIDIS, Mme Céline DELFORGE, MM. Rachid MADRANE, Denis GRIMBERGHS, Mmes Carla DEJONGHE, Marie-Paule QUIX, M. Walter VANDENBOSSCHE, Mme Adelheid BYTTEBIER et M. Serge de PATOUL)

Considéran

Après le 7^{ème} considérant, ajouter trois nouveaux considérants rédigés comme suit :

- *Considérant l'accord conclu le 30 mai 2006 entre les trois ministres régionaux de la Mobilité et le secrétaire d'Etat aux Entreprises publiques fédérales visant à informatiser et à regrouper sur une carte le système de billettique de tous les opérateurs de transport public;*
- *Considérant que la STIB, par la création de la carte MOBIB, est la première des sociétés de transport public belges à informatiser sa billettique et que le système mis en place garantit la compatibilité entre tous les opérateurs;*
- *Considérant les efforts entrepris depuis plusieurs années par la Région bruxelloise en vue d'augmenter l'offre de transports en commun et des stations de carsharing.*

JUSTIFICATION

Plusieurs mois s'étant écoulés entre le dépôt de la proposition de résolution et son examen en commission, cet amendement vise à prendre en considération les dernières mesures prises par la STIB et le gouvernement bruxellois.

N° 2 (de M. Christos DOULKERIDIS, Mme Céline DELFORGE, MM. Rachid MADRANE, Denis GRIMBERGHS, Mmes Carla DEJONGHE, Marie-Paule QUIX, M. Walter VANDENBOSSCHE, Mme Adelheid BYTTEBIER et M. Serge de PATOUL)

Dispositif

Remplacer le premier tiret par le texte suivant :

« – de proposer la création d'une carte « *HYPERMOBIL* » au sein de la conférence interministérielle de la Mobilité sur la base de l'accord conclu le 30 mai 2006 entre les trois ministres régionaux de la Mobilité et le secrétaire d'Etat aux Entreprises publiques fédérales. Cette carte permettra à son bénéficiaire de voyager sur l'ensemble des réseaux de transports publics (STIB, SNCB, De Lijn, TEC,

VI. Amendementen

Nr. 1 (van de heer Christos DOULKERIDIS, mevr. Céline DELFORGE, de heren Rachid MADRANE, Denis GRIMBERGHS, mevr. Carla DEJONGHE, mevr. Marie-Paule QUIX, de heer Walter VANDENBOSSCHE, mevr. Adelheid BYTTEBIER en de heer Serge de PATOUL)

Consideransen

Na de zevende considerans, drie nieuwe consideransen toe te voegen, luidende :

- *Gezien het akkoord van 30 mei 2006 tussen de drie gewestelijke ministers van mobiliteit en de staatssecretaris voor federale overheidsbedrijven om het kaartstelsel van alle openbaarvervoerbedrijven te informatiseren en één enkele kaart te gebruiken;*
- *Overwegende dat de MIVB, met de invoering van de MOBIB-kaart, de eerste van de Belgische openbaarvervoermaatschappijen is die de kaarten informatiseert en het ingevoerde stelsel de verenigbaarheid tussen alle operatoren garandeert;*
- *Gezien de inspanningen die sedert een aantal jaren door het Brussels Gewest zijn gedaan om het openbaarvervoeraanbod en het aantal carsharingstations te verhogen.*

VERANTWOORDING

Aangezien er een aantal maanden verstreken zijn sedert de indiening van het voorstel van resolutie en de bespreking in de commissie, is dit amendement bedoeld om rekening te houden met de laatste maatregelen van de MIVB en de Brusselse regering.

Nr. 2 (van de heer Christos DOULKERIDIS, mevr. Céline DELFORGE, de heren Rachid MADRANE, Denis GRIMBERGHS, mevr. Carla DEJONGHE, mevr. Marie-Paule QUIX, de heer Walter VANDENBOSSCHE, mevr. Adelheid BYTTEBIER en de heer Serge de PATOUL)

Verzoekend gedeelte

Het eerste streepje te vervangen door de volgende tekst :

« – de invoering van een « *HYPERMOBIL* »-kaart voor te stellen tijdens de interministeriële conferentie voor mobiliteit op basis van het akkoord van mei 2006 tussen de drie gewestelijke ministers van mobiliteit en de staatssecretaris voor federale overheidsbedrijven. Met die kaart zou de houder kunnen reizen op alle openbaarvervoernetten (MIVB, NMBS, De Lijn, TEC, Thalys, TGV), een beroep

Thalys, TGV), de recourir aux sociétés de taxi et de car-sharing et de louer ou d'acheter un vélo. Les particuliers pourraient bénéficier d'avantages tarifaires de la part des différentes sociétés de transport. Les employeurs seraient encouragés à alimenter le porte-monnaie électronique des cartes de leurs employés, comme alternative aux voitures de société. Une déduction fiscale au minimum comparable à celle qui existe actuellement pour les voitures de société les plus respectueuses de l'environnement (déductibilité actuelle de 90 %) serait également prévue pour les entreprises qui opteraient pour la carte « Hypermobil »; ».

JUSTIFICATION

Cet amendement tient compte de l'ajout des différents considérants et des dernières modifications en matière de législation fiscale pour les voitures de société prises par le gouvernement fédéral.

N° 3 (de M. Christos DOULKERIDIS, Mme Céline DELFORGE, MM. Rachid MADRANE, Denis GRIMBERGHS, Mmes Carla DEJONGHE, Marie-Paule QUIX, M. Walter VANDENBOSSCHE, Mme Adelheid BYTTEBIER et M. Serge de PATOUL)

*Dispositif***Remplacer le 3^{ème} tiret par le texte suivant :**

« – de poursuivre le renforcement de l'offre de transports en commun à Bruxelles en augmentant leur capacité, leur temps de parcours, leur régularité, leur fréquence et leur confort; ».

JUSTIFICATION

Cet amendement tient compte des mesures prises par la STIB et le gouvernement bruxellois depuis le dépôt de la proposition de résolution.

N° 4 (de M. Christos DOULKERIDIS, Mme Céline DELFORGE, MM. Rachid MADRANE, Denis GRIMBERGHS, Mmes Carla DEJONGHE, Marie-Paule QUIX, M. Walter VANDENBOSSCHE, Mme Adelheid BYTTEBIER et M. Serge de PATOUL)

*Dispositif***Remplacer le 4^{ème} tiret par le texte suivant :**

« – de poursuivre les efforts visant à augmenter le nombre de stations de carsharing sur l'ensemble du territoire de la Région bruxelloise; ».

kunnen doen op taxaatschappijen en carsharingbedrijven en een fiets huren of kopen. Particulieren zouden de tariefvoordelen kunnen genieten die de verschillende vervoersmaatschappijen verlenen. De werkgevers zouden ertoe aangemoedigd worden om te betalen voor de kaarten van hun werknemers als alternatief voor de bedrijfswagens. Er zou voor de ondernemingen die opteren voor de Hypermobil-kaart ook worden voorzien in een fiscale aftrek die minimum even groot is als die welke nu bestaat voor de meest milieuvriendelijke bedrijfswagens (huidige aftrek is 90 %) ».

VERANTWOORDING

In dit amendement, wordt rekening gehouden met de toevoeging van de verschillende consideransen en de jongste wijzigingen in de federale belastingwetgeving voor bedrijfswagens.

Nr. 3 (van de heer Christos DOULKERIDIS, mevr. Céline DELFORGE, de heren Rachid MADRANE, Denis GRIMBERGHS, mevr. Carla DEJONGHE, mevr. Marie-Paule QUIX, de heer Walter VANDENBOSSCHE, mevr. Adelheid BYTTEBIER en de heer Serge de PATOUL)

*Verzoekend gedeelte***Het derde streepje te vervangen door de volgende tekst :**

« – de uitbreiding van het openbaarvervoeraanbod in Brussel voort te zetten door de capaciteit te verhogen en de reistijd, de regelmaat, de frequentie en het comfort te verbeteren; ».

VERANTWOORDING

Dit amendement houdt rekening met de maatregelen die de MIVB en de Brusselse regering hebben genomen sedert de indiening van het voorstel van resolutie.

Nr. 4 (van de heer Christos DOULKERIDIS, mevr. Céline DELFORGE, de heren Rachid MADRANE, Denis GRIMBERGHS, mevr. Carla DEJONGHE, mevr. Marie-Paule QUIX, de heer Walter VANDENBOSSCHE, mevr. Adelheid BYTTEBIER en de heer Serge de PATOUL)

*Verzoekend gedeelte***Het vierde streepje te vervangen door de volgende tekst :**

« – de inspanningen voort te zetten om het aantal carsharingsstations in heel het Brussels Gewest te verhogen; ».

JUSTIFICATION

Cet amendement tient compte des mesures prises par la STIB et le gouvernement bruxellois depuis le dépôt de la proposition de résolution.

VERANTWOORDING

Dit amendement houdt rekening met de maatregelen van de MIVB en van de Brusselse regering van na de indiening van het voorstel van resolutie.